

## **Appel -- Lecture mondiale pour une nouvelle politique des drogues le 24 novembre 2018\***

La fondation Peter Weiss pour l'art et la politique (Peter-Weiss-Stiftung für Kunst und Politik e.V.) en appelle aux institutions politiques et culturelles, aux écoles, aux universités, aux organisations non gouvernementales, aux centres d'information et aux groupes d'aide, ainsi qu'aux médias et autres parties intéressées, à participer à une lecture mondiale demandant la fin de la catastrophique guerre contre les stupéfiants et l'avènement d'une nouvelle politique des drogues. Il s'agit d'y plaider pour la décriminalisation des consommateurs et consommatrices ainsi que pour la recherche de stratégies plus modernes de contrôle de l'accès aux drogues.

Nous conseillons la lecture des recommandations publiées par la Commission Globale sur la Politique des Drogues (Global Commission on Drug Policy) en 2011 et 2017. Elles peuvent être retrouvées en ligne dans de nombreuses langues sous les liens suivants :

<http://www.globalcommissionondrugs.org/reports/the-war-on-drugs/> et  
<http://www.globalcommissionondrugs.org/reports/changing-perceptions/>.

La « guerre contre les drogues », déclarée par Richard Nixon en 1971, se solde par une défaite. Telle est la conclusion tirée par des milliers d'organisations non gouvernementales, de politiciens et de chercheurs et chercheuses à travers le monde, y compris la Commission internationale mentionnée plus haut et qui compte notamment parmi ses membres, en plus d'anciens chefs d'État, Kofi Annan et le prix Nobel de littérature Mario Vargas Llosa.

Les tentatives d'interdire certaines drogues à travers le monde datent d'il y a plus de cent ans: la première Conférence internationale de l'opium, en 1912, se conclut par la ratification d'un traité de convention sur l'opium. Mis en vigueur en 1919 dans le cadre du traité de Versailles, il se vit ajouter au fil des années de plus en plus de substances psychoactives. Finalement, lors de la Convention Unique sur les Drogues Narcotiques (Single Convention on Narcotic Drugs) de 1953, la majorité des nations du monde s'engagèrent à restreindre légalement la disponibilité des narcotiques. Les seules exceptions tolérées concernaient les usages scientifiques ou médicaux. Plus de 100 ans de tentatives d'un contrôle mondial des drogues devraient être une motivation suffisante pour faire le point: Quels objectifs ont été atteints ? Que doit-on, ne doit-on pas, ou ne pourra-t-on pas accomplir ? Qui bénéficie de cette politique de prohibition ? Quel sont les obstacles que rencontrent les efforts de régulation des substances psychotropes, et comment peuvent-ils être surmontés ? Dans son rapport, la Commission Globale sur la Politique des Drogues conclut que la politique de prohibition n'a pas eu le succès escompté: malgré la prohibition globale, les drogues sont omniprésentes et faciles à obtenir, jusque dans les prisons. La consommation mondiale des opiacés a augmenté de 34,5 % entre 1998 et 2008, celle de cocaïne de 27 %. La consommation de cannabis a quant à elle augmenté de 8,5 %. La prohibition stabilise les marchés illicites de drogues à l'échelle internationale et assure des profits incroyables au crime organisé. Pourtant, la légalisation de la vente de certaines drogues permettrait des revenus fiscaux élevés, qui pourraient à leur tour, de manière similaire à la situation actuelle pour les drogues légales (tabac et alcool), financer les efforts de conscientisation et de prévention. Par ailleurs, cette décision réduirait de manière significative le commerce illicite des drogues et les activités criminelles qui l'accompagnent.

Au vu de l'intensification de la guerre contre les drogues, particulièrement visible au Mexique et dans d'autres nations d'Amérique latine, ainsi que dans une grande partie de l'Afrique du Sud et de l'Asie, et des changements géopolitiques liés aux drogues (notamment les économies individuelles dépendant entièrement du commerce de drogue), il est nécessaire d'observer que la prohibition et le crime organisé ont un impact considérable sur une grande partie du monde. La peine de mort est de plus en plus utilisée dans le combat contre les drogues: d'après Amnesty International, en 2017, 15 pays ont imposé ou renforcé la peine de mort pour les crimes liés à la drogue. 10 nations asiatiques sur seize ont appliqué la peine de mort pour des délits liés à drogue l'année passée. Avec 264 exécutions, plus de personnes ont été exécutées pour des crimes liés à la drogue en Afrique du Nord et au Moyen-Orient en 2017 que dans nulle autre région du monde. Aux Philippines, la guerre contre les drogues a connu une escalade depuis l'élection de Rodrigo Duterte, qui a notamment autorisé de véritables lynchages opérés par la police et les citoyens. Le nombre d'exécutions hors-la-loi a augmenté de manière dramatique, affectant particulièrement les résidents de quartiers pauvres. Des avocat.e.s, journalistes, militant.e.s pour les droits de l'homme, des personnes actives socialement ou religieusement, ainsi que d'autres qui se sont « simplement » trouvées au mauvais endroit au mauvais moment se sont aussi retrouvées dans l'œil de mire des meurtriers étatiques. Il semble donc évident que des violations systématiques des droits de l'homme ainsi que la déstabilisation de la démocratie sont des effets déterminants et inévitables de la prohibition. Récemment, le président Trump a réclamé l'instauration de la peine de mort contre les vendeurs de drogues aux États-Unis. Combien de personnes doivent encore mourir dans cette guerre contre la drogue ? Combien de personnes doivent encore, comme “dommage collatéral”, voir leur santé se dégrader?

Au vu de l'engagement toujours grandissant dans cette guerre contre les drogues et des efforts déployés pour faire croire à la population que cette guerre peut encore être gagnée, la question de l'efficacité des confrontations violentes et de la prohibition est soulevée de plus en plus fréquemment. À l'échelle globale, de nombreuses initiatives, associations, partis et personnalités proéminentes demandent des alternatives à ce modèle de contrôle des drogues basé sur la punition et la criminalisation. Ils et elles invoquent notamment les nombreuses conséquences négatives des politiques actuelles, dominées par la notion de répression.

La prohibition globale a principalement eu pour conséquence la punition, stigmatisation, et discrimination des usagers et usagères de drogue et des toxicomanes. Ils sont avant tout considérés comme des criminels, et non des personnes qui nécessitent une aide thérapeutique en cas d'addiction, ou dont il faut accepter la décision de consommer certaines drogues. Les usagers et usagères de certaines drogues illicites sont exclu.e.s de la participation à la société, ils et elles sont ostracisé.e.s socialement et exposé.e.s à des risques pour leur santé. La criminalisation à elle seule met des personnes tentant de vivre une vie normale, ou de satisfaire leur addiction ou leur consommation récréative, à la merci des autorités d'une part et du marché noir d'autre part. La prohibition a pour conséquence d'exposer des personnes à des risques pour leur santé avec des drogues frelatées, ainsi qu'à des risques sociaux et légaux à travers la persécution criminelle. Ces risques peuvent tous deux être évités avec des politiques de contrôle des drogues intelligentes, centrées sur la protection des consommateurs et consommatrices et des enfants, ainsi qu'une politique de santé basée sur les faits scientifiques.

Toute politique des drogues devrait avoir pour but la prévention et la réduction des dommages causés par la consommation de substances psychotropes, le développement d'un enseignement

réaliste et spécialisé pour les différents groupes ciblés, et la prévention de la stigmatisation des consommateurs et consommatrices de drogues. Les personnes qui consomment des drogues devraient par conséquent être autorisées à participer de manière égale et complète aux processus sociaux et à les modeler, indépendamment de leurs capacités individuelles, de leurs origines ethniques et sociales, de leur genre et de leur âge.

Selon cette approche, l'accent est mis sur la santé et les conditions de vie sociale des usagers et usagères, ainsi que sur la restauration de la crédibilité des efforts préventifs face aux controverses autour de la prohibition. Mais à la place, ce sont les valeurs de base de nos sociétés qui sont menacées ; nos libertés restreintes alors même qu'elles ne peuvent raisonnablement être reliées ni aux buts avancés ni aux « succès » de la prohibition des drogues. Des droits de l'Homme sont violés.

Par conséquent, nous devrions commencer à comprendre et à prendre au sérieux l'usage de drogues comme une réalité de la culture humaine. Les drogues remplissent une variété de fonctions : satisfaire les demandes de la vie quotidienne, compenser des peines, faire des expériences de plaisir... Nous devrions malgré tout placer l'accent des politiques de santé et de recherche plus fortement sur les causes de la consommation de drogues en général et de l'addiction aux drogues en particulier : les conditions de vie et de travail doivent être examinées et modifiées en rapport aux structures pouvant générer des addictions, les risques pour la santé dus au manque de pureté des drogues doivent être éliminés, et les personnes doivent être mieux éduquées à ce sujet. Pour l'instant, la politique de prohibition empêche cependant la mise en place d'une gestion ouverte et honnête de la gestion des drogues dans notre société et des contextes et causes de l'addiction.

Les problèmes de drogue doivent être conçus depuis une perspective de santé, non pas de criminalité ou de politique. Une première mesure pourrait être l'implantation de commissions nationales spéciales, composées d'experts indépendants qui examineraient les conséquences et les effets secondaires involontaires de la politique de prohibition: Quels sont les coûts et les dommages causés par cette politique ? Quelles souffrances génère-t-elle pour les consommateurs et consommatrices et les toxicomanes ? Quel en est l'impact sur les valeurs libérales et les structures démocratiques ? Quels autres dommages collatéraux peuvent-être observés ?

Par ailleurs, nous devons décriminaliser les consommateurs de drogues le plus vite possible! Ils devraient avant tout se voir offrir des consultations et traitements, comme c'est déjà le cas notamment au Portugal. Depuis 2001, la possession de drogue en quantité équivalente à une consommation personnelle n'y est plus une infraction pénale – sans pour autant que le Portugal ne soit tombé dans un enfer de la drogue. La majorité (environ 75 %) des 300 000 crimes liés à la drogue en Allemagne, par exemple, est liée au consommateur, c'est-à-dire qu'elle concerne des quantités d'usage personnel. Une politique des drogues rationnelle est nécessaire, une politique basée sur les faits scientifiques et le respect pour les droits de l'homme, et non sur la croyance rétrograde en l'applicabilité d'une prohibition universelle des drogues.

Faites entendre votre voix ! Signez la pétition et participez à la lecture mondiale ! Pour en finir avec la guerre contre les drogues, il faut que les usagers et usagères soient décriminalisés et que l'accès aux drogues soit régulé avec des stratégies de contrôle intelligentes.

S'il vous est possible d'organiser une lecture, nous vous prions de nous contacter à l'adresse suivante : [worldwidereading@literaturfestival.com](mailto:worldwidereading@literaturfestival.com).

Nous annoncerons les lectures planifiées avant le 24 novembre sur le site [www.worldwide-reading.com](http://www.worldwide-reading.com) et publierons à leur sujet après l'évènement.

\* Ce jour-là se tiendra le premier jour de la plus importante Foire du Livre d'Amérique latine à Guadalajara au Mexique.